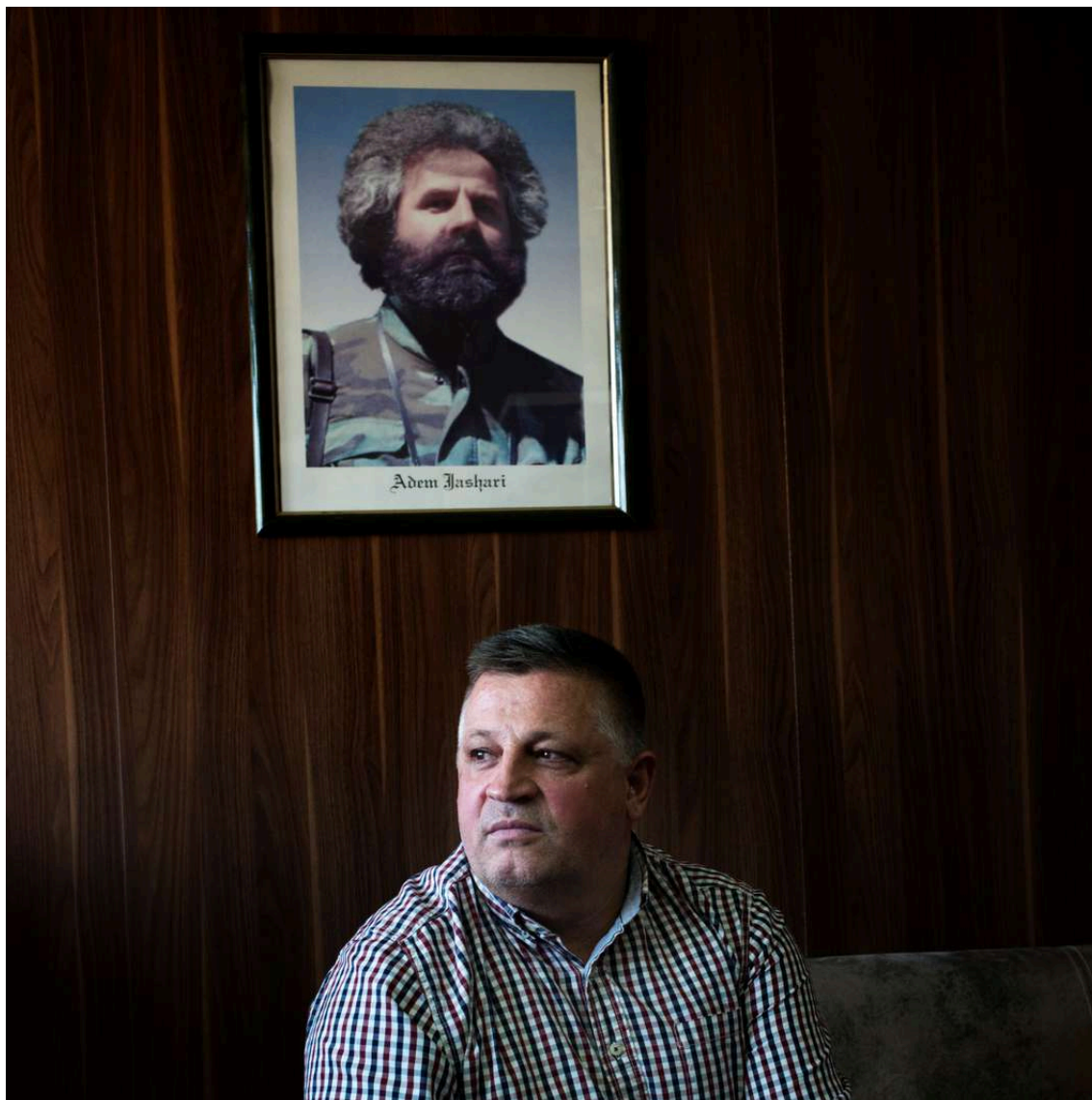


Dix ans après l'indépendance, les accusations de trafic d'organes hantent le Kosovo

Les vétérans de la guérilla contre la Serbie exigent la fin du tribunal créé pour élucider ces crimes.

LE MONDE | 15.02.2018 à 11h56 | Par Jean-Baptiste Chastand ([journaliste/jean-baptiste-chastand/](#)) (Pristina, envoyé spécial)



Nasim Haradinaj, le 6 février à Pristina, devant un portrait d'Adem Jashari, un des principaux dirigeants de l'UCK, assassiné en 1998. Loulou d'Aki / Agence VU POUR LE MONDE

A ce moment de l'interview, les larmes lui montent aux yeux. Géant à la carrure impressionnante, l'ancien combattant de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) brandit son doigt : « *Croyez-moi, au nom de tous mes amis qui ont été tués au combat, j'aurais aimé avoir des médecins capables de faire des prélèvements d'organes pour les sauver. J'aurais aimé avoir des médecins de ce niveau, parce que mes amis auraient été opérés.* »

Les larmes de Nasim Haradinaj sont-elles sincères ? Le vice-président de l'association des vétérans de l'UCK rejette catégoriquement les accusations de trafic d'organes, contenues dans un rapport explosif du Conseil de l'Europe publié en 2010. Ces actes, qui auraient été commis, selon le rapport, par certains commandants de la guérilla albanophone pendant sa guerre contre la Serbie en 1998-

1999, ne cessent de hanter la vie politique kosovare depuis vingt ans.

Et ils vont encore planer sur la célébration des dix ans d'indépendance, samedi 17 février. Depuis la fin décembre 2017, la majorité au pouvoir manœuvre, avec le soutien des vétérans, pour bloquer les travaux du tribunal spécial laborieusement mis en place à la suite du rapport. Créé en 2015 après de fortes pressions diplomatiques occidentales, ce tribunal au statut baroque – il est composé de juges internationaux basés à La Haye tout en restant entièrement de droit kosovar – devrait livrer prochainement ses premiers actes d'accusation. Ils pourraient déclencher un vaste choc dans le pays.

L'auteur du rapport, le Suisse Dick Marty, mettait en effet nommément en cause plusieurs anciens responsables de l'UCK, devenus des personnalités politiques de premier plan, comme l'actuel président Hashim Thaçi ou le président du Parlement Kadri Veseli. « *Quand on lit le rapport, on voit bien que le principal mis en cause est Thaçi... Si ce n'est lui, au moins certains de ses proches vont être mis en accusation* », estime Bekim Blakaj, directeur de l'ONG Humanitarian Law Center pour le Kosovo, qui soutient ce tribunal.

Or ceux-ci ne semblent visiblement pas prêts à se laisser faire. Une proposition de loi au contenu flou, mais destinée à bloquer les travaux du tribunal, a mystérieusement surgi sur les bureaux de l'Assemblée en décembre 2017, à la suite d'une pétition organisée par l'association de Nasim Haradinaj. Le 22 décembre, une tentative de faire examiner le texte en pleine nuit, en profitant du week-end de Noël, a échoué, après des critiques d'une virulence inédite de l'ambassadeur des Etats-Unis, qui a débarqué à la dernière minute dans les bureaux du Parlement pour convaincre l'opposition de bloquer le texte.

« Ce tribunal est injuste »

« *Ce tribunal est injuste, il ne va juger que les Albanais et les membres de l'UCK* », dénonce Nasim Haradinaj. Ses bureaux, en plein cœur de la capitale Pristina, ne sont qu'à quelques dizaines de mètres de ceux de son cousin et actuel premier ministre du Kosovo, Ramush Haradinaj. Egalement ancien chef de l'UCK, celui-ci est revenu au pouvoir en septembre 2017, après avoir été acquitté en 2012 de crimes de guerre par le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie. En avril 2017, il a par ailleurs échappé à un mandat d'arrêt international émis par la Serbie, que la justice française a refusé d'appliquer après l'avoir retenu plusieurs mois en Alsace. Si le chef du gouvernement assure ne pas être derrière la proposition de loi, il la défend. « *Ce tribunal devrait opérer au Kosovo* », explique-t-il au *Monde*, en écartant toutes les critiques sur l'efficacité du système judiciaire local.

« *On a frôlé le pire : que le Kosovo tourne le dos aux pays occidentaux* », assure Doruntinë Maloku, députée de l'opposition dont le père, cadre de la branche pacifique du mouvement indépendantiste, a été assassiné en pleine guerre, en 1999. Comme des milliers d'autres, ce meurtre est resté jusqu'ici inexpliqué, et l'élue espère bien que le tribunal puisse l'éclaircir. « *C'est notre seul espoir, pendant dix-neuf ans, les autorités du Kosovo n'ont rien fait* », justifie-t-elle, en rappelant que « *de nombreux témoins ont été soit menacés, soit tués* ». Plus prudent, Bekim Blakaj rappelle que le tribunal a un mandat très limité qui lui permettra, au mieux, de résoudre « *quelques dizaines de cas* » sur les 10 334 civils morts et disparus en 1998 et 2000.

A la suite de pressions de plus en plus dures des puissances occidentales, le président Hashim Thaçi a finalement affirmé, le 1^{er} février, que le tribunal « *ne serait pas bloqué* ». La proposition n'a toutefois pas été totalement abandonnée, précise bien le premier ministre Ramush Haradinaj, elle est seulement « *dormante* ». Cela suffit à décevoir son cousin Nasim, qui assure « *ne plus reconnaître* » ses anciens frères de combat : « *J'ai l'impression que ces étrangers leur ont fait du chantage ou les ont corrompus pour les faire changer d'avis. L'ambassadeur américain est un clown qui rentre dans le Parlement comme il le veut.* »